

*Initiatives ministérielles*

Mon parti ne va pas rester en touche, à regarder le premier ministre détruire une autre institution canadienne. Nous avons vu ce qu'il avait fait avec l'accord commercial. Les résultats ont été mis en évidence à la Chambre aujourd'hui. Non seulement le ministre du Commerce extérieur, le principal architecte de l'accord mais également le premier ministre admettent que les Américains ne respectent pas l'esprit de l'accord.

Mais, surprise, ce que le premier ministre ne comprend pas, c'est que, en ce moment même, les Canadiens demandent au gouvernement de se présenter au grand jour, de diriger le pays en se présentant au Parlement et dans les salles de réunions aux quatre coins du pays. Ce n'est pas en fermant les portes du Parlement qu'on accédera à leurs vœux.

[Français]

Je sais que le député devrait s'intéresser à l'historique. S'il s'intéresse à l'historique, il devrait savoir que c'est la première fois dans l'histoire du Canada, de maints parlements, qu'un gouvernement arrive avec une motion de clôture pour forcer de mauvais règlements qui vont couper la parole aux députés à travers la Chambre.

Le premier ministre prétend que c'est pour renouveler le Parlement.

**M. Prud'homme:** C'est pour le fermer.

**Mme Copps:** Monsieur le Président, ce n'est pas pour le renouveler, c'est une fraude, c'est une façade. C'est parce qu'il préfère que l'on suive un système présidentiel. Il ne veut pas de période de questions. Il veut faire comme le Président Reagan qui n'est pas obligé d'avoir une comptabilité. Il ne veut pas venir ici en Chambre justement pour répondre aux vraies. . .

Le député est en train de chiâler. J'ai soulevé aujourd'hui en Chambre le point que dans la ville de Montréal, aujourd'hui, on se trouve dans la capitale des chômeurs du Canada. On sait aussi que les politiques de ce gouvernement, à maintes reprises, créent une situation de plus en plus faible du point de vue économique. On sait par exemple que la décision du gouvernement est déjà prise de vendre la société de Havilland, de donner le feu vert à Boeing de vendre sa compagnie au gouvernement de la France et celui d'Italie. Cela occasionnera certainement une perte d'emplois majeure à Montréal.

On a même dévoilé, dans des statistiques, que quasiment la moitié des produits de base pour la société de Havilland viennent de Montréal et de Québec. Mais quand j'ai soulevé la question en Chambre, le soi-disant ministre de l'Industrie a prétendu que c'étaient de faux chiffres libéraux.

Monsieur le Président, savez-vous d'où proviennent ces chiffres? Ces chiffres qui dévoilent que 50 p. 100 des

produits de base pour la de Havilland viennent de Montréal et de Québec, proviennent de la compagnie Boeing. Ils n'originent pas du Parti libéral, de l'opposition, mais bien de la compagnie Boeing et c'est encore une des raisons pour lesquelles il faut qu'on ait une période de questions pour exposer la fraude et le manque de politiques industrielles de ce gouvernement.

Je veux être ici pour faire mon devoir, pour parler ici en Chambre pour les chômeurs de ma circonscription et aussi pour les chômeurs de Montréal, parce que vous voyez qu'aucun député conservateur n'a le courage de se lever pour justement souligner la faillite des politiques économiques du gouvernement conservateur actuel. Ils demeurent silencieux; ils restent là prétendant que ce sera la grande réforme du Parlement, quand ils savent fort bien que c'est la fermeture du Parlement.

Depuis l'arrivée de ce gouvernement, le premier ministre, à maintes reprises, a attaqué nos systèmes, a attaqué nos institutions, a tiré notre tissu économique et social et maintenant, il est en train de fermer le dernier endroit où l'on peut vraiment parler pour M. et M<sup>me</sup> Tout-le-monde.

**M. Langlois:** Mais, c'est incroyable!

**Mme Copps:** Le député secoue la tête, *he shakes his head*, il dit que c'est incroyable. Je pense, monsieur le Président, peut-être qu'il y a un manque de respect envers le Parlement, parce que s'il y a un endroit où les chômeurs de Montréal auront la possibilité de faire valoir leurs problèmes, c'est ici, au Parlement. Et quand le député prétend qu'en coupant la parole au Parlement de 25 p. 100 on va aider la démocratie, j'aimerais qu'il me dise de quelle façon il nous est possible de faire cela.

Monsieur le Président, quand le Parlement ne siégeait pas, quand on était sur le point de faire la guerre et que le premier ministre restait là, derrière des rideaux tirés à l'édifice Langevin, sans avoir le courage de rappeler le Parlement sur une question aussi fondamentale que la guerre, est-ce que le député a parlé pour le droit du Parlement? Est-ce que le député s'est levé pour dire: il y a un endroit où une décision devrait être prise sur cette question, à savoir si on va en guerre, et ce n'est pas à Sherbrooke ni à Montréal, c'est ici, dans le Parlement du Canada.

C'est vrai que les Canadiens et les Canadiennes deviennent de plus en plus cyniques parce qu'ils voient que le premier ministre et les ministres du Cabinet ignorent le rôle du Parlement. Ils ignorent le rôle du Parlement, monsieur le Président, même dans les démarches constitutionnelles. On a vu comment le premier ministre a lié les mains des députés en ce qui concerne le comité parlementaire fédéral. Il a dit au Comité Beaudoin-Edwards: Allez examiner. Mais au lieu d'avoir la possibi-